

## Comment la France attire les scientifiques américains de « haute volée » ?

*En 2017, Donald Trump annonçait retirer les États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat. La France a alors mis en place un programme de 60 millions d'euros pour inciter les spécialistes américains du climat à venir poursuivre leurs recherches dans l'Hexagone. À la veille des élections américaines, coup d'oeil sur l'évolution de ce programme...*

« Make our planet great again » proclamait Emmanuel Macron en réponse à la décision des États-Unis de sortir de l'Accord de Paris. Inspirée du slogan « Make America great again » utilisé par Donald Trump, cette déclaration choc du président français est aussi le nom attribué à son initiative de lutte contre le réchauffement climatique. Le 1er juin 2017, Emmanuel Macron lance un appel aux scientifiques, aux chercheurs, aux entrepreneurs et aux associations du monde entier pour le rejoindre dans cette lutte. Une aide de 60 millions d'euros est alors mise en place, alimentée par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) d'un côté, et par des structures accueillantes de l'autre, comme des organismes de recherche ou des universités. Un coût élevé certes, mais qui se révèle payant. Trois ans plus tard, ce sont une quarantaine de spécialistes du climat choisis parmi des milliers de candidatures qui ont rejoint la France et notamment Paris. Parmi le grand nombre d'américains retenus, on retrouve le professeur Louis Derry, spécialisé dans l'étude de la Zone Critique face au changement climatique. Désormais, il travaille pour l'Institut de Physique du Globe situé à Paris. C'est en partie le soutien financier qui l'a amené à accepter l'offre d'Emmanuel Macron, et il ne s'en cache pas. « À l'époque, la National Science Foundation aux États-Unis n'avait pas la moindre idée du budget dont elle allait disposer. C'était une vraie chance d'avoir eu accès à cette aide en France ». Lui, tout comme d'autres scientifiques américains, ont reçu une enveloppe de 1,5 million d'euros pour rester au moins 4 ans dans la capitale. « Venir ici m'a offert une structure de travail dont je ne disposais pas avant » conclue le professeur.

« D'un point de vue général, le programme se montre concluant » affirme Yvan Lagadeuc, en charge du dossier à l'ANR. « Ce projet a permis de faire venir des scientifiques de très haute volée, ce qui contribue au rayonnement de la France » ajoute-t-il. Pourtant, le programme perd en attractivité, notamment auprès des scientifiques nord-américains. Lors de l'année 2019, seuls 3 lauréats viennent des États-Unis, contre 13 la première année. À la veille des élections présidentielles américaines, leur issu ne semble pas inquiéter Yvan Lagadeuc. Il se rassure en rappelant que les contrats des scientifiques garantissent leur présence dans la capitale pendant encore quelques années. Pour autant, il ne nie pas l'impact que celles-ci peuvent avoir. « Certains sont venus en France par opposition à Donald Trump » déclare le responsable du projet à l'ANR en haussant les épaules, « d'ailleurs, je ne cacherai pas le fait que beaucoup d'entre eux espèrent de pas voir réélu le candidat républicain » termine-t-il d'un ton amusé.

Si d'un côté, l'administration de Trump se vante d'avoir remporté « la guerre du beau charbon propre », le candidat Joe Biden promet quant à lui de faire marche arrière et de rejoindre l'Accord de Paris « dès le premier jour de son investiture ». Afin de lutter contre le réchauffement climatique, un plan de 1 700 milliards de dollars a été présenté par le candidat démocrate afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.